



N° 65 - Février 2009

# RELI-FEMMES

Bulletin de l'Association des religieuses pour la promotion des femmes (ARPF)

## Dans ce numéro

Au nom des valeurs de justice et de solidarité proposées par la Charte mondiale des femmes pour l'humanité, la question de l'autonomie économique des femmes occupe une place prioritaire dans la vie et les activités de notre Association. Axé sur les champs d'action choisis par la Marche mondiale des femmes, le dossier du présent numéro, aborde les barrières à l'autonomie financière des femmes dressées par les systèmes capitaliste et patriarcal. Il donne la parole aux femmes assistées sociales qui traduisent en mots percutants leur colère et leur souffrance, d'une part, leur fierté et leur courage, d'autre part.

En lien avec l'autonomie économique des femmes, la problématique de la crise alimentaire apparaît comme un indicateur de la pauvreté des femmes. Son corollaire, la souveraineté alimentaire, rappelle l'essentielle contribution des femmes dans le champ de la production agroalimentaire. En cohérence avec notre plan d'action, cette question est abordée par quelques régions dans leurs activités de formation et de conscientisation.

Le présent numéro relaie l'appel à la mobilisation lancé par UNANIMA International afin d'arrêter la demande de la traite des femmes et des enfants.

*L'équipe de rédaction*

## En mouvement

### « Arrêter la demande de la traite des femmes et des enfants »

**D**epuis mars dernier, UNANIMA International fait campagne pour « Arrêter la demande de la traite des femmes et des enfants ». Au Québec, cette campagne s'est officialisée le 22 octobre lors d'un lancement organisé par CATHII et par les communautés membres d'UNANIMA International.

UNANIMA International considère que l'achat et la vente d'être humains, surtout de femmes et d'enfants, à des fins d'exploitation sexuelle constituent la forme



la plus fréquente. C'est pourquoi UI entreprend une campagne de lutte contre la traite des personnes en s'attaquant à la demande de l'achat de femmes et d'enfants.

La campagne se déroule en deux

temps : une première étape a pour but de sensibiliser les personnes pouvant contribuer à la réalisation de cette campagne dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du développement humain et de la politique. La deuxième étape sera axée sur les jeunes. On ciblera les utilisateurs actuels et à venir du commerce sexuel, les adolescents et les hommes. Elle contribuera au développement d'une identité masculine qui aidera ces personnes à respecter tous les êtres humains et à considérer l'exploitation sexuelle comme inacceptable.

Au cœur de cette campagne UI veut promouvoir la dignité de tous les êtres humains, particulièrement les plus vulnérables, les femmes et les enfants. Pour en savoir plus, consultez le site internet d'UI : [www.unanima-international.org](http://www.unanima-international.org)

*Claudette Bastien, SNJM  
Co-animatrice de CATHII*



Édité trois fois l'an par l'Association des religieuses pour la promotion des femmes.

Le but de l'Association est de travailler, dans une perspective évangélique et selon les charismes des divers instituts, à la promotion des femmes - religieuses et/ou laïques - dans l'Église et dans la société.

Équipe de rédaction :  
Céline Beaulieu, CND,  
Pierrette Bertrand, OFSJ,  
Suzanne Bolduc, FSP,  
Madeleine Laliberté, RJM,  
Camilla Martin, NDA,  
Marina Tremblay, CND.

Collaboratrices régulières :  
Les membres de l'Équipe de coordination,  
Léona Deschamps, RSR,  
Jeanne Gareau, SSA,  
Pierrette Pelletier, SMNDA.

Conception graphique et infographie :  
Nathalie Tassé

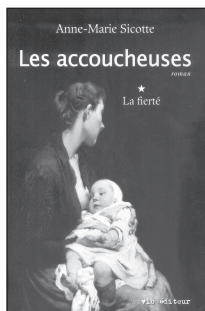
Impression :  
Imprimerie Maxime inc.

Expédition :  
Suzanne Bolduc, FSP  
et des bénévoles, secrétariat de l'ASMDM

Abonnement (taxes incluses)  
Canada : 10 \$  
Étranger : 13 \$

Reproduction permise sous réserve d'en mentionner la source.

Correspondance :  
Denise Sauvageau, SSCM  
896, rue Notre-Dame  
Donnacona (Québec)  
G3M 2X6  
Tél. : (418) 285-3935  
Télec. : (418) 285-0391



.....  
**SICOTTE, Anne-Marie, *Les accoucheuses, Volume 1, La fierté*, Montréal, VLB éditeur, collection Roman, 2006, 874 pages.**  
.....

**N**ée à Montréal en 1962, Anne-Marie Sicotte avoue que, dès l'âge de dix ans, elle se plaisait dans l'écriture de petits romans d'aventures. Après des études en histoire et quelques années de journalisme, elle se consacre au bonheur d'écrire. Depuis 1995, elle a publié d'ambitieuses biographies dont « Marie Gérin-Lajoie: conquérante de la liberté ».

J'imagine que plusieurs personnes ayant plaidé contre la médicalisation de l'accouchement et milité pour la légalisation des sages-femmes au Québec, lors des dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, ont parcouru le premier tome de la saga historique de l'écrivaine Anne-Marie Sicotte « Les accoucheuses » publié en 2006. Un roman qui illustre comment les femmes, dans leur tendresse maternelle, sont saisies graduellement par la présence des hommes et du savoir médical dans la poursuite de l'art de mettre un enfant au monde.

Dès le premier chapitre, dans le faubourg Sainte-Anne de Montréal, en 1845, c'est l'entrée en scène des deux héroïnes de la fiction. Tôt le matin, Léonie une sage-femme de renom se rend, avec sa jeune fille Flavie de 16 ans intéressée par la profession, chez une future mère afin de l'aider à accoucher de façon naturelle, cependant que, dans les familles bourgeoises, on se payait depuis une décennie la présence d'un obstétricien. Malgré les controverses religieuses et sociales de l'époque victorienne, Léonie initie fièrement sa fille à cet art acquis de sa tante Sophronie qui refusait de croire que le péché originel avait fait fuir l'esprit de Dieu sur la terre.

Chez les Montreuil, les divers rapports patriarcaux sont ouvertement questionnés à tous les niveaux. L'époux de Léonie enseigne, leur fils Laurent travaille au Parlement et Cécile, la sœur de Flavie, « missionne » avec les Sœurs grises. Dans la famille, on discute librement de religion, de politique et d'éducation. L'écrivaine emprunte ces divers domaines ainsi que sa formation en histoire pour intercaler, dans de passionnants dialogues, de savoureux archaïsmes et de magnifiques descriptions d'événements survenus entre 1845-1849 dans la cité montréalaise.

Les personnages secondaires se répartissent rapidement en adjutants et en opposants des projets de Léonie laquelle ouvre un refuge pour femmes enceintes et une école de sages-femmes. Flavie et les dames de la Société compatissante s'impliquent dans ces œuvres afin que toutes les femmes accouchent selon le savoir ancestral, dans le respect, tant les femmes démunies que les victimes de viol ou d'inceste. Les membres du clergé acceptent difficilement ces nouveautés et les médecins usent de leur pouvoir afin de s'approprier la clientèle des sages-femmes. Cette situation accentue le rêve de Flavie: accéder à la médecine réservée aux hommes. Un rêve qu'elle porte tout en vivant ses explorations dans l'univers de la sexualité libre des tabous du temps, connectée en toute confiance à ses émotions.

Le deuxième tome de cette passionnante saga historique, publié en 2007, continue de mettre en scène la jeune sage-femme et sa mère Léonie. Le sous-titre « La révolte » fait pressentir la lutte accrue entre « accoucheuses et hommes de l'art, entre dames patronnesses et hommes de robe ». Mariée à un médecin, Flavie se livre avec ardeur à une quête difficile de bonheur conjugal et professionnel.

Au terme de cette lecture, on aura compris ce qu'affirme une sage-femme militante de la fin du XX<sup>e</sup> siècle: « Tant que toutes les femmes n'accoucheront pas dans le respect, pas une féministe ne devrait dormir tranquille ».

## La souveraineté alimentaire : « un droit à cultiver »

**A** la soirée d'ouverture des Journées québécoises de la solidarité internationale, en novembre, Michelle Asselin, présidente de la Fédération des femmes du Québec, a lancé un cri du cœur: «Oui, nous vivons, chez nous, une crise alimentaire parce que le prix des aliments dépasse la capacité de payer des personnes et des familles à faible revenu.»

Selon la mesure du panier de consommation, une famille de quatre personnes devrait disposer d'au moins 144 \$ par semaine pour la nourriture, ce qui est insuffisant pour franchir la barre de la sortie de la pauvreté parce que, notamment, cette prévision ne tient pas compte des imprévus. Elle ne permet pas d'éprouver la satiété, de composer librement ses menus, de recevoir parents ou amis, de faire des réserves. Une telle situation porte le nom d'insécurité alimentaire. Pour y parer, les familles sont amenées à faire des choix qui compromettent leur santé ou à recourir aux banques alimentaires. Selon l'Association québécoise des banques alimentaires et des Moissons, le pourcentage de familles faisant appel aux banques alimentaires a augmenté de 8% au cours de la dernière année, passant de 22,4% en 2007 à 30,6% en 2008. Manger serait-il un privilège?

Habituellement, quand on parle de crise alimentaire, on pense aux pays du Sud où, en 2007-2008, la flambée des prix des denrées alimentaires de base, dont le riz, le blé, le soya, a causé une instabilité politique et des émeutes. De fait, selon la FAO, la valeur des

produits alimentaires a presque doublé en un an. Des causes structurelles et conjoncturelles sont avancées dont le rapport entre la production vivrière et la culture intensive aux fins d'exportation, entre la consommation de produits locaux ou de produits importés. Ce qui pose la question de la souveraineté alimentaire.

Dans un contexte de globalisation des marchés, les produits agroalimentaires circulent très librement, le Nord pratique le dumping de ses surplus, les populations pauvres du Sud s'affament faute de pouvoir faire face à la fluctuation des prix. Un mouvement qui s'internationalise réclame le droit des populations à définir leur politique agricole et alimentaire en donnant priorité à la production agricole locale; telle est la définition de la souveraineté alimentaire. Cette lutte est devenue une lutte féministe étant donné les efforts du mouvement des femmes pour que soient intégrées ses analyses et ses pratiques dans les groupes qui en font la promotion.

De fait, la pauvreté et la sous-alimentation affectent spécialement les femmes et un rapport particulier a toujours relié les femmes à la nourriture. Les femmes n'ont-elles pas inventé l'agriculture? N'ont-elles pas développé un puissant savoir-faire en matière d'alimentation? Ne sont-elles pas largement responsables du pain sur la table? Une conférencière au Forum international sur la souveraineté alimentaire au Mali, en 2007, affirmait: «La nourriture, c'est une pratique, une histoire, un patrimoine. Or voilà tout

le rôle central des femmes.» Depuis l'origine du monde, les fonctions de production et de reproduction se donnent la main dans la vie des femmes.

Comme femmes, nous sommes liées au destin des femmes. Nous portons avec elles le souci de bien s'alimenter et de bien nourrir leurs enfants. Et nous nous demandons quoi faire. Comment vivre cette solidarité ciblée. En présence d'une foule affamée, un jour, Quelqu'un commande à ses disciples: «Donnez-leur vous-mêmes à manger.» Qu'est-ce à dire? La réponse est venue dans le partage du peu de nourriture disponible, dans une mise en commun. En extrapolant, nous pouvons interpréter que la réponse à l'insécurité alimentaire doit être collective, voire politique.

Axée sur les droits économiques et sociaux, elle passe par le renforcement du pouvoir d'achat des populations appauvries et par le contrôle des prix. Des pressions s'imposent auprès des gouvernements et nous pouvons, pour ce faire, joindre les mouvements sociaux qui portent ces revendications. Au moment de lire ces lignes, nous aurons signé une pétition adressée au gouvernement canadien réclamant des règles commerciales justes et équitables et une autre demandant au gouvernement québécois la mise en œuvre de la loi visant à contrer la pauvreté et l'exclusion sociale. Parce que «le monde a faim», nous comprenons que la souveraineté alimentaire est «un droit à cultiver». Comme femmes, avec le mouvement des femmes, nous assumons cet enjeu.

# Autonomie économique des femmes



**Nicole Jetté, SA**

Engagée depuis 20 ans avec les personnes assistées sociales

Imprégnée du vécu de femmes assistées sociales et des valeurs affirmées dans la *Charte mondiale des femmes pour l'Humanité*<sup>1</sup>, voici ma réflexion sur l'autonomie économique des femmes, un défi réel tant au Québec qu'au plan international. L'avènement d'un monde d'égalité, de justice, de solidarité, de liberté et de paix, voilà l'utopie portée haut et fort par le mouvement de la Marche mondiale des femmes (MMF). D'ici 2010, l'organisation internationale a identifié quatre champs d'action prioritaires dont le travail et l'autonomie économique des femmes.

Pour l'année 2007-2008, la Coordination du Québec de la MMF (CQMMF) a priorisé **le travail et l'autonomie économique des femmes**. En octobre 2007, elle lançait une campagne ayant pour thème *Sortir de la pauvreté: un choix de société!*

Dans l'argumentaire<sup>2</sup> élaboré par le *Comité suivis de la CQMMF*, l'autonomie économique des femmes pour les citoyennes québécoises est définie en ces termes: «L'autonomie économique des femmes fait référence tant à l'autonomie financière des femmes, qu'à l'ensemble des programmes de sécurité sociale, ou ce que l'on appelle les politiques sociales». Le Comité rappelle les valeurs énoncées dans la Charte et reconnues par l'Organisation des Nations Unies à travers le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (PIDESC) auquel les gouvernements du Canada et du Québec ont adhéré. Il identifie aussi des barrières à l'autonomie économique des femmes, barrières enracinées dans la société patriarcale à travers le capitalisme et la socialisation. J'en souligne trois: le travail invisible; la division sexuelle du marché du travail; la précarisation du marché du travail.

**Le travail invisible** — La plus grande part du travail non rémunéré est effectué par les femmes. Aujourd'hui, même s'il y a plus de femmes sur le marché du travail rémunéré, elles continuent, à l'intérieur de la sphère familiale, à assumer la part la plus grande des responsabilités quotidiennes ainsi que la planification de la vie familiale. Le bénévolat s'ajoute au secteur de la famille et répondrait au besoin des femmes de rendre service. Les femmes constituent 80% des aidantes dites «naturelles»<sup>3</sup>.

**La division sexuelle du marché du travail** — Les secteurs d'activités où se retrouvent majoritairement des femmes

sont souvent les moins rémunérés. Les femmes se retrouvent en majorité dans les emplois en santé, services sociaux et vente au détail<sup>4</sup>. Dans ce contexte, la *Loi sur l'équité salariale* a marqué une avancée importante pour un grand nombre de femmes, mais pas pour toutes. Entre autres, pour les commis à la vente au détail et les caissières, le droit à l'équité salariale n'est pas reconnu<sup>5</sup>.

## La précarisation du marché du travail

— Au Québec, en 2006, le taux de syndicalisation est de 37% chez les femmes contre 42% chez les hommes<sup>6</sup> et 70% des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes<sup>7</sup>. Ces quelques données rappellent que, par le phénomène de socialisation, les rôles et les comportements valorisés et intégrés chez les femmes et chez les hommes diffèrent. Elles représentent l'organisation du marché du travail dans le contexte capitaliste actuel. Nous y retrouvons aussi, bien enracinés, les a priori du patriarcat. Ces réalités sont partagées par les femmes du Nord et du Sud. Elles indiquent également l'importance d'agir globalement pour l'autonomie économique des femmes afin d'avancer vers une humanité d'égalité et de justice<sup>8</sup>.

## La réalité des femmes assistées sociales

Dans le cadre de la *Campagne pour l'autonomie économique des femmes*, les revendications concrètes mises de l'avant<sup>9</sup>, en plus d'identifier diverses disparités entre les hommes et les femmes, ont permis de faire ressortir des vécus spécifiques de femmes

victimes de multiples discriminations. Pour les femmes impliquées dans les groupes membres du Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), cette expérience a été vécue comme une suite de la recherche action menée à l'automne 2004<sup>10</sup> où les femmes décrivent leur réalité:

«*NOUS sommes devenues des femmes assistées sociales à la suite d'une grossesse, d'une séparation, d'une maladie, d'une situation de violences familiales, conjugales, d'une perte d'emploi, d'un travail précaire... comme orpheline, comme itinérante... NOUS provenons de toutes les classes sociales. Nous sommes aussi des femmes immigrantes, autochtones. NOUS, en tant que femmes assistées sociales, sommes un groupe social discriminé et souvent doublement discriminé. NOUS nous sentons écrasées, humiliées, opprimées, dominées, diminuées, contrôlées, dégradées, déshumanisées; notre dignité est bafouée. NOUS sommes victimes de mépris, d'injustice, d'isolement et de l'indifférence d'un système violent aux plans économique, physique et psychologique. NOUS nous sentons traitées comme des déchets de la société et non comme des personnes humaines. NOUS nous sentons déshumanisées et notre corps est devenu marchandise. NOUS nous sentons frustrées, en colère. NOUS souffrons, nous avons de la peine, nous sommes épuisées et nous sommes désespérées.*

MAIS...

*NOUS avons aussi notre fierté, notre débrouillardise, notre créativité, notre courage et notre volonté de sortir de la pauvreté. NOUS sommes des combattantes. Nos luttes quotidiennes pour la survie et nos gestes pour joindre les deux bouts montrent notre détermination à nous en sortir. NOUS voulons vivre et contribuer à la société*

*par notre implication sociale. NOUS sommes des gardiennes des valeurs fondamentales du bien commun, de la justice sociale, de l'égalité et de l'amour».*

De ce portrait, nous pouvons tirer quelques constats. Les femmes assistées sociales se veulent citoyennes à part entière. Les diverses réalités qui les ont contraintes à demander de l'aide sociale sont, en grande partie, dues à la non reconnaissance des femmes comme personnes autonomes, ce qui les rend plus vulnérables aux aléas du système *capitaliste-patriarcal*. Elles se retrouvent dans des conditions de survie tout en gardant les responsabilités qui découlent des rôles assignés prioritairement aux femmes. En situation de dépendance financière, combien hésitent à quitter un mari violent de peur de mettre leurs enfants dans la misère ou encore d'avoir à porter le poids des préjugés? Des mesures de contrôle relatives à la notion de vie maritale sont appliquées principalement envers les femmes. Les perspectives de retour sur le marché du travail n'offrent que peu de possibilités de retrouver minimalement une autonomie financière.

L'appel inscrit en conclusion de la Charte mondiale des femmes réaffirme que: «Les valeurs qui y sont défendues forment un tout. Elles sont égales en importance, interdépendantes, indivisibles et la place qu'elles occupent dans la Charte est interchangeable». Le vécu des femmes assistées sociales illustre l'interrelation des dimensions de la vie et démontre que l'autonomie économique est un des moyens nécessaires pour sortir de la pauvreté.

En conclusion, j'emprunte un extrait de l'allocution prononcée le 31 mai dernier, par Michèle Asselin, présidente de la *Fédération des femmes du Québec* et porte-parole de la CQMMF:

«Parce qu'ici comme ailleurs dans le monde, ce sont les femmes qui sont le plus durement touchées par la pauvreté. Ici au Québec, en 2008! La pauvreté et le manque d'autonomie économique des femmes sont les conséquences de décisions politiques et économiques. L'élimination de la pauvreté des femmes n'est pas une question de charité, mais bien une question de droits, de droits des femmes, de droits humains!»

1. *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* adoptée le 10 décembre 2004, Kigali, Rwanda, lors de la 5e rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes.
2. Le texte complet de *l'argumentaire du Comité suivis de la CQMMF* se retrouve sur le site web de la Fédération des femmes du Québec: [www.ffq.qc.ca](http://www.ffq.qc.ca).
3. *Famille et soins aux personnes âgées, enjeux, défis et stratégies*, Francine Ducharme, Beauchemin, Chenelière Éducation, 2006.
4. *La pauvreté: une décision politique*; L'R des centres de femmes du Québec; 2006.
5. *L'équité salariale au Québec: un droit inconnu chez les travailleuses non-syndiquées*, CIAFT, 2005.
6. Tiré de la *Plate-forme du G-13*, 2006.
7. *Les femmes et la pauvreté*, 3<sup>e</sup> édition, Ottawa, l'ICREF, 2005.
8. Voir les affirmations de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*.
9. Rappel de ces revendications: augmentation du salaire minimum permettant d'avoir un revenu annuel équivalent au seuil de faible revenu, avant impôt, établi par Statistique Canada; pleine indexation de l'aide sociale et gratuité des médicaments pour toutes les personnes dont les revenus sont inférieurs à 12 000 \$ par année; que la totalité des pensions alimentaires versées aux enfants ne soit plus soustraite des prestations d'aide sociale et des prêts et bourses.
10. *Femmes assistées sociales: la parole est à nous!*, FCPASQ, 2006.

## DE LA MAURICIE-CENTRE-DU QUÉBEC-LANAUDIÈRE

### Crise alimentaire mondiale

En vue de concrétiser la thématique principale de notre réseau, nous lançons une invitation à toute personne intéressée au grave problème de la « crise alimentaire mondiale ». Une après-midi de formation se tiendra le samedi 25 avril 2009, chez les Filles de Jésus de Kermaria, au 1193 boulevard St-Louis, Trois-Rivières. Des représentantes de Solidarité Tiers-Monde de notre milieu acceptent d'animer l'activité. Nous vous promettons des heures enrichissantes et bien documentées. À suivre!

Source: Rita Lafrenière, OSU

## DE MONTRÉAL

### Droit à l'alimentation

Qui possède la garantie de la sécurité et de la souveraineté alimentaire? Certainement pas les 967 millions de personnes qui souffrent actuellement de malnutrition. Voilà ce que révélait Oxfam, à l'automne, dans le journal *Le Devoir*. Et que nous disent les deux conférencières invitées à la rencontre de l'ARPF, à Montréal, le samedi 22 novembre, Madame Michèle Asselin, présidente de la Fédération des femmes du Québec, et Madame Jeannelle Bouffard de CAP St-Barnabé? Elles brossent un tableau assez noir de ce que veut dire, d'une part, la crise alimentaire mondiale et, d'autre part, l'insécurité alimentaire des familles du quartier Hochelaga-Maisonneuve. La présidente de la FFQ fait le tour du monde et fait ressortir, grâce à ses recherches, les problèmes de 33 pays menacés en raison de la crise mondiale. Ces pays livrent une lutte constante pour combattre la maladie, la faim, la détresse, la pauvreté, la sécheresse, l'inflation, la guerre et tous les fléaux qui ne cessent de s'abattre sur ces populations. Un exemple éclairant, l'augmentation de l'indice des prix des denrées alimentaires de base: le blé, 100% d'augmentation; le maïs, 60% et le riz a doublé son prix depuis 2007. Et qui sont les plus touchés? Ceux et celles qui manquent de protéines, de fruits et d'eau... Eux connaissent et vivent vraiment l'insécurité alimentaire.

Qu'est-ce donc que la sécurité alimentaire? Jeannelle fournit un dépliant de la FAO qui y répond. « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont à tout moment un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». Il n'en fallait pas plus pour convaincre les participantes; mais un exercice en après-midi a confirmé une grande et triste réalité de chez nous. Une famille vivant de la sécurité sociale. Tous les montants attribués pour certaines dépenses ont été exposés. À l'évidence, cette famille doit se rendre à la banque alimentaire qui a elle-même des difficultés d'approvisionnement. La session s'achève avec cette interrogation: à quoi et à qui servent les définitions?

Source: Jeannine Cornellier, SNJM

## DE L'ESTRIE

### Engagement pour l'intégrité de la Création

Le premier novembre 2008, les membres de l'ARPF-Estrie ont invité les communautés religieuses et des laïques à une journée de ressourcement sur le thème: « Éléments pour une Écologie ». La journée a commencé par le visionnement d'un document intitulé: « Une vérité qui dérange » suivi au fil des heures de questions, d'échanges, d'ateliers et de propositions. Cette réflexion est venue aider les participantEs à se laisser informer, sensibiliser, conscientiser. Elle fut aussi une invitation à poursuivre une recherche personnelle sur le sujet. La lecture de la Bible, proposant un regard théologique, parle éloquentement de respect, d'interdépendance, d'action de grâce et provoque un engagement à se responsabiliser face à l'avenir de la Création. Cette journée s'est déroulée dans un climat d'ouverture et de recueillement. Les propos interpellants et dérangeants stimulent en faveur de la Création.

Source: Denise Charpentier, CND

## DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

### « Toujours-rebelles »

Trente-cinq jeunes femmes du Saguenay-Lac-St-Jean ont participé au rassemblement pancanadien des jeunes féministes «Toujours rebelles» qui s'est tenu à Montréal, les 11, 12 et 13 octobre 2008. Cet événement, qu'on peut qualifier d'historique, marque un pas dans l'évolution du féminisme et lui redonne un second souffle. Cette expérience invite à être toujours plus proactives pour faire avancer la cause des femmes en favorisant un lieu pour parler, verbaliser le vécu afin d'être mieux outillées pour faire face aux courants sociaux. Les 500 participantes, en provenance de toutes les provinces canadiennes, y compris des jeunes femmes autochtones, visaient la conscientisation, la lutte contre la violence faite aux femmes sous toutes ses formes, la création des solidarités entre femmes de toutes cultures et de toutes générations. L'activité s'est terminée par l'élaboration d'un manifeste débattu et écrit en anglais où ont été présentées les revendications et les aspirations des jeunes féministes.

Cette expérience vécue intensément pendant trois jours a suscité l'intérêt de faire des choses dans notre région. À l'Université du Québec à Chicoutimi, le 20 novembre, à l'intérieur d'un 5 à 7, plusieurs d'entre elles ont donné un compte rendu de ce rassemblement à des représentantes des groupes de femmes qui forment la Table de concertation de la région (Récif 02). Voici ce qu'elles ont rapporté: un tel rassemblement, où la diversité est très grande, exige



un ajustement constant pour négocier avec la différence en vue du bien commun. Elles ont pu constater les écarts entre celles qui sont politisées et celles qui le sont moins, le clivage de la langue et la difficulté au plan de la traduction, etc. Les nombreux ateliers thématiques ont permis de rejoindre les différents intérêts des participantes. Et les membres de l'ARPF régionale ont été émerveillées par le dynamisme de ces jeunes femmes pleines de bonne volonté qui sont sans doute la relève appelée à continuer la lutte entreprise par leurs devancières.

*Source: Jeanne-d'Arc Fortin, SBC*



**Monique Dumais,**  
théologienne

### Reconnaissance

Lors de l'assemblée générale de la Société canadienne de théologie, le 7 novembre, Monique Dumais a été nommée membre honoraire de cette Société, en compagnie de quatre autres collègues dont Gregory Baum. Elle a reçu cet honneur à titre personnel, mais également comme la reconnaissance de la contribution des femmes en théologie et en sciences religieuses au Québec.

## Un volcan s'est éteint

Le 1<sup>er</sup> décembre dernier, une femme engagée sur de nombreux fronts, Hélène Pedneault, est partie trop tôt. De celle qu'une collègue d'hier nommait «un volcan fait femme», on se souviendra comme l'auteure du chant «Du pain et des roses» ainsi que du manifeste de la Marche mondiale des femmes. Durant sa vie écourtée, Hélène a prêté sa voix et sa force de persuasion au projet d'une société écologique, souveraine et égalitaire.



Hélène Pedneault

## Doctorat honorifique en théologie pastorale

Remis à Mme Annine Parent-Fortin, première femme responsable de la pastorale d'ensemble d'un diocèse. «Comme laïque, elle a ouvert des portes pour laisser entrer de nouvelles générations engagées au nom de leur foi, elle a contribué à bâtir l'Église du Québec, a dit Sylvie Latreille, directrice-adjointe du Collège des Dominicains. Annine invite les femmes qui «se sentent à l'étroit dans l'Église, à ne pas succomber à la tentation de quitter le bateau».

## Au tableau d'honneur de la Société Saint-Jean-Baptiste

L'année 1658 marque l'ouverture de la première école à Ville-Marie. Le 350<sup>e</sup> anniversaire de cet événement inspire au *Journal SSJB* (Vol. 8 - n° 3 - novembre 2008) une magnifique page intitulée Marguerite Bourgeois - Éducatrice et «Mère de la colonie». À l'évocation de sa vie et de son œuvre, s'ajoute une présentation des monuments et des sites qui rappellent sa présence parmi nous. L'ange des prisonniers politiques, Mère Gamelin née Émilie Tavernier, c'est le titre d'un autre hommage dédié à la fondatrice des Sœurs de la Providence. Les deux textes, fort émouvants, portent la signature d'Agathe Boyer.

## Clergé anglican féminin

Pendant que le second synode s'achève, en octobre 2008, souhaitant ouvrir le ministère du lectorat aux femmes, l'Église évangélique luthérienne de Bolivie ordonne deux femmes pasteures: «pour parvenir à une Église qui soit le reflet du royaume de Dieu sur terre», a déclaré Erlini Tola. L'écrivaine étasunienne Christina Rees prédit que la moitié du clergé anglican sera composé de femmes en 2018.

## Cette voix qui a fait tomber l'apartheid

Miriam Makeba, native de Johannesburg, voix du continent noir, qui ne se voyait pas comme chanteuse politique, s'est éteinte à 76 ans, en Italie à la suite d'un concert contre le crime organisé - après l'assassinat de six Ghanéens. Après le documentaire anti-apartheid *Come back, Africa*, (1959) elle est interdite de séjour dans son pays pendant 30 ans, jusqu'au retour de Mandela qui la réintègre.

Pierrette Pelletier SMNDA

## Solidaires !

En ce nouveau millénaire, deux événements principaux mobilisent les membres de l'ARPF. Un premier, la rencontre annuelle tenue à Sillery, à la Fédération des Augustines; un second: la Marche mondiale 2000.

À notre rendez-vous des 16, 17 et 18 juin, Mme Emilia Castro, assistée d'une équipe, assume la journée de formation. À son invitation, les 57 participantes jouent des situations vécues par des femmes aux prises avec la pauvreté ou victimes de violence. Un exercice propre à raffermir leur volonté de poursuivre la lutte et de reconduire le plan d'action qui prévoit le soutien et la participation à la Marche mondiale de l'automne, l'appui à la loi-cadre sur l'élimination de la pauvreté, l'objection à toute forme de violence...

Une nouvelle équipe dirigera le groupe pour l'année à venir. Sœur Pierrette Bertrand, OFSJ, en sera la coordonnatrice.

«La Marche des femmes est manifestation de notre espérance.» écrit alors Marie-Paule Lebel. Une escalade de marches locales culmine vers un rassemblement de quelque 30 000 personnes à Montréal, ce 14 octobre. Des religieuses se fondent dans cette foule, cherchent des yeux des figures connues, se regroupent sous diverses bannières. À mi-chemin, on fait silence pour se souvenir de femmes décédées depuis 1995. En fin de parcours, à la Place des arts, Françoise David, présidente de la FFQ, appelle à la mobilisation pour le partage des richesses et le refus de la violence. Comme le disait le leitmotiv de la marche, oui, nous avons 2 000 bonnes raisons de marcher.

Jeanne Gareau, SSA